



COMMUNIQUÉ / www.nupes21.fr / Dijon, le 13 octobre 2023

**Face au terrorisme et aux crimes de guerre
Cessez-le-feu immédiat et réouverture de négociations
pour une paix juste et durable au Proche-Orient !**

Unies, les organisations politiques fédérées dans la NUPES 21 (Côte-d'Or) condamnent l'attaque terroriste du Hamas contre Israël et appellent à des solutions politiques et diplomatiques pour une paix juste et durable au Proche-Orient.

Le Hamas a lancé des attaques terroristes contre Israël tuant plus de 1 200 personnes et faisant plus de 3 390 blessés [bilan au 12 octobre]. Ces crimes devront être poursuivis internationalement. Unies, les organisations politiques de gauche de Côte-d'Or condamnent ces événements particulièrement effroyables sans aucune ambiguïté. Rien ne justifie jamais d'attaquer délibérément des civils.

Au moins cent cinquante otages (soldats, enfants, femmes, hommes et personnes âgées, Israéliens, binationaux ainsi qu'étrangers) ont été emmenés à Gaza par le Hamas. Des dizaines de personnes sont encore portées disparues.

Depuis le début des représailles israéliennes à l'attaque du Hamas dans le sud d'Israël, plus de 1 350 morts et 6 050 blessés ont été aussi comptés dans la bande de Gaza [bilan au 12 octobre].

Nous pensons, en premier lieu, à toutes les victimes ainsi qu'à leurs familles et leur exprimons notre solidarité. Nous rappelons le droit pour chaque individu de vivre en sécurité et en paix. Nous appelons à la libération de tous les otages et condamnons avec la plus grande fermeté toute violation du droit international et des droits fondamentaux.

Ces attaques ont lieu dans le contexte de raids de terreur multiples que l'armée de l'État d'Israël et les colons mènent depuis plusieurs mois dans les territoires occupés (plus de 200 morts palestiniens depuis le début de l'année) et d'un blocus de la Bande Gaza qui dure depuis 17 ans.

Le gouvernement d'extrême-droite de B. Netanyahou et sa politique bafouent le droit international en organisant notamment l'annexion de la Cisjordanie occupée. Cette situation est alimentée par l'inaction internationale, voire des complicités internationales auxquelles contribue la France, qui laisse depuis trop longtemps les mains libres et qui est incapable de faire respecter les résolutions de l'ONU.

Nous demandons que des solutions diplomatiques et politiques soient trouvées de manière urgente pour que la violence s'arrête et que les Israéliens et Palestiniens cessent de payer le prix de l'impasse politique actuelle. Nous appelons à une action résolue de la France et de l'Europe pour un cessez-le-feu immédiat et la réouverture de négociations pour une paix juste et durable au Proche-Orient en faisant respecter les résolutions de l'ONU. Cela implique notamment la reconnaissance de l'État de Palestine, le démantèlement des colonies, le retrait des troupes israéliennes des territoires palestiniens et la levée du blocus contre Gaza en place depuis 2007 et le droit d'Israël de vivre en sécurité. Il doit être mis un terme aux ripostes indiscriminées du gouvernement Netanyahou contre l'ensemble de la population palestinienne, l'état de siège contre Gaza doit s'arrêter.

Les deux peuples israélien et palestinien ont droit à la sécurité et à la paix ! L'urgence est au cessez-le-feu et à l'action humanitaire internationale.

